

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

22 janvier 2019

Rapport au Comité National du 19 janvier 2019.

4-Les élections européennes

Les élections européennes Les élections européennes vont être un moment politique très important.

Si en France, le mécontentement s'exprime de manière multiple, en Europe la politique du capital génère les mêmes dégâts et une hostilité, une colère comparable à celle que nous connaissons ici.

La droite, l'extrême droite la plus violente est utilisée pour appliquer une politique de plus en plus dure. Tous les pays européens sont soumis à l'austérité depuis des années, l'extrême droite surfe comme en France sur la vague de mécontentement pour aggraver encore les conditions de vie des peuples. Aujourd'hui elle gouverne ou participe au pouvoir dans pratiquement tous les pays d'Europe. On mesure de plus en plus les conséquences de la chute de l'URSS. Il n'a pas fallu 30 ans pour que les partis d'extrême droite parviennent au pouvoir pour servir le capital. Là encore, l'affaiblissement, voire la disparition des partis révolutionnaires pèse énormément, leurs reconstructions est indispensable et nous devons à chaque fois que c'est possible montrer notre solidarité aux partis révolutionnaires d'Europe, comme nous devons soutenir la lutte des peuples pour leurs revendications.

Le débat sur l'Europe va nous permettre de donner notre ligne politique, nous serons d'ailleurs les seuls à défendre l'indépendance des nations, leur souveraineté, la lutte contre le capital européen, le respect des peuples à disposer d'eux-mêmes, les coopérations nécessaires entre pays sans domination et dans le respect mutuel. On est loin des relations de domination propre à l'existence du capital où la compétitivité, le profit sont les seuls buts poursuivis au détriment de la satisfaction des besoins sociaux.

L'Europe, c'est la moitié du commerce mondial, la concurrence, les affrontements s'exercent entre multinationales européennes et elles ne se font pas de cadeau car pour le capital, c'est le plus puissant qui gagne quelles qu'en soient les conséquences économiques et sociales. Cette règle intangible est appliquée partout. Il n'y a pas de capitalisme plus dur ou plus mou selon les pays qu'il domine, il n'y a que son développement qui est inégal selon les pays, les régions, les continents, les richesses exploitées ou pas encore, les peuples et leurs conditions sociales.

Il y a des différences notables entre l'Afrique, l'Asie, la Chine, où les États-Unis et l'Europe. Ce qui ne diffère pas c'est la recherche de profit maximum, l'exploitation des richesses, l'exploitation des peuples quelques soient les moyens utilisés.

Face à cette exploitation forcée, des luttes ont lieu partout en France en Europe et dans le monde car la classe ouvrière n'a que cet outil pour se défendre et faire aboutir ses revendications.

En France, nous en avons parlé, en Espagne, Italie, Pologne, Grande-Bretagne, Allemagne Suède et Norvège des pays qui pourtant n'ont pas une grande histoire de luttes sociales, dans le monde comme en Inde, au Soudan, au Bangladesh, en Tunisie où des luttes puissantes ont lieu.

L'origine est toujours la même : l'exploitation capitaliste.

Notre parti apporte son entière solidarité et soutien à ces peuples qui se battent pour vivre mieux.

Chers camarades,

A l'occasion de ces élections européennes, nous devons débattre de tous ces sujets, démontrer que la politique du capital international a des conséquences sur la politique nationale mise en place par les gouvernements successifs.

La France est la cinquième puissance mondiale, elle défend les intérêts des multinationales qui dictent sa politique en France mais elle participe également à l'affrontement inter impérialiste partout.

Elle renforce son déploiement militaire en Afrique, elle porte une grosse responsabilité dans les massacres organisés par l'OTAN sous la domination des USA au proche et Moyen-Orient.

Le budget des armées, celui de la défense ont fortement augmenté alors qu'il « n'y a pas d'argent dans les caisses » et que des services publics, des hôpitaux, des écoles sont supprimés...

Dans un article publié cette semaine sur notre site, nous indiquons que la loi de programmation militaire 2022–2025 a été votée au Parlement. La facture est colossale : 295 milliards d'euros seront consacrés à l'armement dont l'armement nucléaire, quand le pouvoir nous rabâche que les « caisses sont vides ». Le gouvernement prépare avec l'Allemagne notamment l'armement de l'Europe pour consolider sa puissance dans le monde.

Après la chute de l'URSS, la paix était promise dans le monde puisque l'ennemi de classe avait disparu.

C'est le contraire qui se produit aujourd'hui, la paix est gravement menacée et la France joue les premiers rôles. On ne construit pas la paix en préparant la guerre. Nous avons tous remarqué que Macron a consacré le réveillon de Noël et ses vœux exclusivement aux armées, au-delà de l'aspect symbolique, c'est un choix politique qui ne doit rien au hasard.

Oui il faudra en débattre au cours de la campagne des européennes, mais sans attendre il faut inscrire les questions internationales à l'ordre du jour de nos réunions politiques.

Nous fêtons l'anniversaire de l'internationale communiste cette année. Ce sera pour nous l'occasion de démontrer combien les partis révolutionnaires ont été utiles au progrès de l'humanité aujourd'hui remis en cause.

Développer notre parti est donc essentiel dans cette période, montrer la justesse de nos propositions, les possibilités énormes que possède la France pour résoudre et satisfaire les besoins sociaux.

Les moyens considérables, les richesses accaparées par le capital pour son profit au détriment du développement humain, doivent être entièrement restituées au peuple.

Les richesses créées (2400 milliards), les derniers chiffres publiés sur les profits (100 milliards de Bénéfices nets), les dividendes (57,4 milliards plus 62% en 9 ans) sont démonstratifs de ce que notre pays pourrait développer dans la santé, l'éducation, la recherche, l'économie, les services publics... mais il y a une condition : lutter pour abattre le capital, prendre et gérer les moyens de production et d'échange. Confier les affaires du pays au peuple dans le seul but de satisfaire les besoins sociaux.

Voilà ce que nous proposons, c'est la seule perspective politique réellement révolutionnaire, diamétralement opposée à la politique actuelle, son application dépend de nous, de l'activité politique que nous sommes en mesure de déployer. Les enjeux sont considérables, engageons-nous sans tarder dans des initiatives politiques de renforcement, de déploiement décidé à notre congrès. Nous pouvons franchir une étape significative à condition d'y consacrer l'essentiel de notre activité.

Place au débat.